

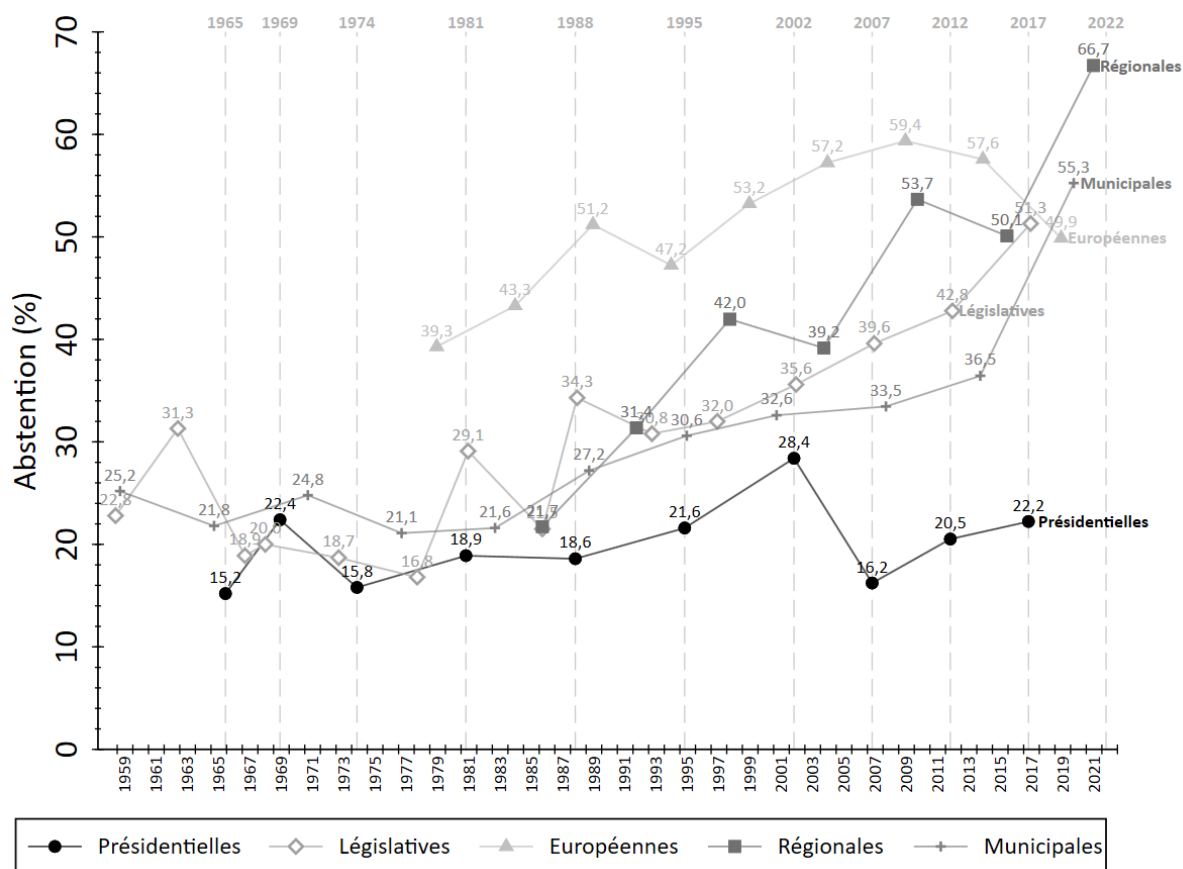
## L'offre et la demande : un malentendu obligé

Pierre-Henri Bono et Janine Mossuz-Lavau

*(Sciences Po / CEVIPOF)*

Dans la perspective des élections de 2022, une préoccupation s'est exprimée quant à l'attractivité des urnes : 22 % d'abstentions au premier tour de la présidentielle de 2017, deux fois plus aux législatives, 66 % aux régionales et départementales de 2021 (dont 87 % chez les 18-24 ans). Une désertion qui se développe d'année en année sauf lors des élections européennes qui ont vu celle-ci diminuer à l'occasion des deux derniers scrutins ( Figure 1).

Figure 1 : Évolution de l'abstention



*Note de lecture :* Pourcentage d'abstention lors des premiers tours de différentes élections durant la Ve République.

*Source :* Ministère de l'Intérieur, Frédéric Salmon (« Les résultats des élections et référendums en France 1848-2018 » ; 2018) et Laurent de Boissieu (<https://www.france-politique.fr>).

## Une crise de la représentation ?

L'abstention récurrente suscite chez les politistes des interrogations qu'on pourrait résumer par un « Quo usque... ». À chaque examen des résultats électoraux de l'année en cours (en France, il est rare qu'il n'y ait pas au moins une élection par an), ils ne manquent pas de souligner que des records viennent d'être battus. On ne citera pas ici toutes ces constatations généralement consternées. Un seul exemple. Déjà, en 1993, Françoise Subileau et Marie-France Toinet écrivaient : « En novembre 1988, 63 % des électeurs français se sont abstenus lors du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. C'est le record absolu depuis que le suffrage universel existe en France. Au premier tour des élections législatives de 1988, il y a 34 % d'abstentions, autre record absolu depuis l'instauration de la IIIe République. Au premier tour des élections municipales de 1989, le taux d'abstention est de 27 %, taux maximum enregistré depuis la Libération. Un Français sur deux seulement a voté aux élections cantonales de 1988 :

*c'est de loin le plus mauvais score de participation enregistré depuis les années 1930* » (Subileau et Toinet, 1993a, p.327)<sup>1</sup>. Des chiffres que ces auteures ne sont pas loin de juger vertigineux mais qui feraient plutôt envie à ceux et celles qui scrutent aujourd'hui la fréquentation des urnes comme le montre l'évolution du pourcentage d'abstention des différentes élections durant la Ve République (figure 1). Il y a matière à s'inquiéter. Exception faite de l'élection présidentielle, dont le taux de participation est finalement assez stable sur un temps long, les différentes consultations ont connu une augmentation de leur taux d'abstention : ainsi, les municipales de 2020 et les régionales de 2021 qui se tenues dans un monde de crise en raison de la Covid-19, ont à cet égard atteint des sommets, amplifiant de manière notable le mouvement abstentionniste du dernier demi-siècle. Au point qu'un ouvrage paru en janvier 2022 arbore comme titre « Extinction de vote ! »<sup>2</sup>.

Au-delà de cette évolution déjà préoccupante, une inquiétude d'autant plus forte émerge depuis plusieurs années, nourrie par les enquêtes quantitatives et qualitatives faisant état de la méfiance croissante à l'encontre des élites politiques tous statuts confondus : élus, Parlement, gouvernement, président de la République. Quelques mentions. Pour pointer tout d'abord l'indifférence de ces représentants et la distance qu'ils maintiennent entre eux et les représentés. En 1977, à la question « les hommes politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ? », 42 % des personnes interrogées par voie de sondage répondent « très peu » ou « pratiquement pas » ; elles sont 82 % en 2002, une croissance régulière étant enregistrée entre ces deux dates<sup>3</sup>. Entre 1978 et 2011, la confiance dans le personnel politique a fortement décliné : à la première date, 45 % de nos concitoyens le leur accordent, à la seconde, ils ne sont plus que 25 %<sup>4</sup>. Sans cesse est exprimée la conviction que l'adage « *se servir au lieu de servir* » résume bien la situation : d'après le baromètre de la confiance politique du Cevipof (vague 10/2019), 74 % des personnes interrogées estiment que « *les responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts* », 24 % seulement considérant que « *les hommes politiques sont plutôt honnêtes* »<sup>5</sup>. L'incompétence, liée à la centralisation du pouvoir, est également soulignée. Selon une enquête de l'Institut Louis Harris de

---

<sup>1</sup> Françoise Subileau et Marie-France Toinet, « L'abstentionnisme : étude longitudinale (1978-1992) », *L'engagement politique : déclin ou mutation*, Pré-actes du colloque, Sénat, Palais du Luxembourg, 4-5-6 mars 1993, p.327.

<sup>2</sup> Tristan Haute et Vincent Tiberg, *Extinction de vote !* Paris, PUF, 2022.

<sup>3</sup> Gérard Grunberg et Nonna Mayer, « Démocratie représentative, démocratie participative », in Pascal Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2003, p.217.

<sup>4</sup> Cité par Luc Rouban, « La confiance dans le personnel politique », *Les Cahiers du CEVIPOF*, juillet 2011, n°54, p.58.

<sup>5</sup> Chiffres donnés par Luc Rouban in *La matière noire de la démocratie*, Presses de Sciences Po, 2019, p.69.

novembre 2021, pour 85 % de l'échantillon, « *trop de décisions sont prises à Paris par des personnes qui ne connaissent pas la réalité de l'ensemble du pays* »<sup>6</sup>.

Le lien entre le peuple et ses représentants est bel et bien rompu à tel point qu'une étape supplémentaire est franchie quand, en 2021, les attaques violentes contre des élus revêtent une ampleur inhabituelle. Durant les 11 premiers mois de cette année, 1 200 d'entre eux ont été pris pour cible verbalement ou physiquement dont 162 parlementaires et 605 maires ou adjoints agressés physiquement (soit une hausse de 47 % par rapport à 2020). Comme on peut le lire dans l'éditorial du quotidien *Le Monde* du 13 janvier 2022, « *cette violence est un nouvel indice de la défiance politique dont souffre le pays. Certains de nos concitoyens respectent d'autant moins leurs élus qu'ils estiment que ces derniers ne les représentent pas, voire qu'ils sont corrompus* ».

Les partis politiques sont les premiers à être jugés indignes d'emporter la confiance. En 2015, un sondage Opinion Way pour le Cevipof montre que si 84 % de personnes interrogées ont confiance dans les petites et moyennes entreprises, 83 % dans l'armée, 82 % dans les hôpitaux, 80 % dans la police, elles ne sont plus que 14 % à se fier aux partis politiques (29 % aux syndicats, 30 % aux médias)<sup>7</sup>. Tous les politiques ne sont cependant pas rejetés en bloc : 64 % des électeurs font confiance au maire de leur commune (ce qui ne les empêche pas de s'abstenir lors des élections municipales) mais 31 % seulement au président de la République de l'époque. À l'automne 2018, une enquête « planétaire » est conduite pour la Fondation pour l'innovation politique et l'International Republican Institute dans 42 pays. En France, si 78 % des interviewés ont confiance en l'armée et la police, seuls 12 % sont dans la même disposition par rapport aux partis politiques<sup>8</sup>. En décembre de la même année, on en compte tout juste 9 %.

Cela étant, la mise en cause des élites et des partis politiques n'est pas nouvelle elle non plus. En 1914, Robert Michels rappelait ce jugement en vogue dans les milieux ouvriers : « *Homme élu ! Homme foutu* »<sup>9</sup>. En 1934, c'est à la suite de poussées d'antiparlementarisme que le sang coula sur le pavé parisien. Au début des années 1950, après avoir séjourné à Peyrane (dans le Vaucluse), l'Américain Laurence Wylie montrait à quel point les « ils » de l'extérieur étaient critiqués en termes parfois violents : « *Les Peyranais sont tous d'accord sur ce point : un homme qui a des droits sur vous ne peut vous faire que du mal (...). Hormis quelques partisans du MRP, tous les gens de Peyrane disent que les dirigeants du parti pour lequel ils votent ainsi que ceux des autres partis sont tous 'une bande de gangsters'* »<sup>10</sup>. En 1990, la politiste Colette Ysmal écrit : « *Par leur organisation interne, par le blocage de tout débat programmatique, blocage qui*

---

<sup>6</sup> Enquête conduite auprès de 2624 personnes pour *Challenges*, 9-15 décembre 2021.

<sup>7</sup> Baromètre de la confiance politique/Vague 6bis-Février 2015.

<sup>8</sup> Enquête conduite auprès de 36395 personnes de 18 ans et plus. In Dominique Reynié (dir.), *Démocraties sous tension. Une enquête planétaire*, tome 1 : *Les Enjeux*, Paris, Fondation pour l'innovation politique-International Republican Institute, 2019, p. 146-147.

<sup>9</sup> Robert Michels, *Les Partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971, 2<sup>ème</sup> édition, p.292.

<sup>10</sup> Laurence Wylie, *Un village dans le Vaucluse*, Paris, Gallimard, 1968, p.247.

implique un parfait désintérêt pour ce qui intéresse les Français, les partis centraux (ceux qui concourent pour le pouvoir) montrent ainsi leur inadaptation croissante à la situation et leur incapacité à répondre aux préoccupations des citoyens et à ce que ceux-ci attendent de leurs élites politiques »<sup>11</sup>. À ses yeux, il s'agit de « crise des partis politiques ou de leur profonde inadaptation à la nouvelle donne »<sup>12</sup>. Ce portrait peu flatteur des élites par les Français n'est certes pas nouveau, mais atteint de nos jours une noirceur qui inquiète.

Cela signifie-t-il que les Français ne veulent plus entendre parler de politique ? Cette préoccupation n'est pas propre au XXe siècle. Déjà, en 1960, un colloque de l'Association française de science politique posait la question : *La dépolitisation, mythe ou réalité ?* Un livre suivait. À l'époque, il ne s'agissait pas de l'abstention mais du déclin des activités militantes et du faible taux d'adhésion aux partis politiques. Les politistes concluaient qu'il n'y avait pas de dépolitisation à proprement parler, l'intérêt pour la politique n'ayant pas faibli, pas plus d'ailleurs que la participation électorale, mais ils prenaient acte d'une « départisation » ou encore d'une « désidéologisation », la population adhérant à des modèles culturels nouveaux alors que les élites politiques fonctionneraient selon des modèles anciens : cette population se serait dirigée plus volontiers vers ce qu'on appelait « les forces vives », à savoir les clubs politiques fleurissant alors. Régulièrement, cette interrogation ressurgit, appuyée sur des éléments de plus en plus nombreux.

Au cours des années 1980 et 1990, quand l'abstention électorale se met à croître, des observateurs chevronnés émettent des diagnostics allant de la « crise de la politique » (Alain Bertho) à la « dévaluation de la politique » (Pierre Rosanvallon), de la « politisation négative » (Jean-Louis Missika) à la demande d'une « nouvelle politique » (Nonna Mayer et Pascal Perrineau)<sup>13</sup>. Un colloque sur l'engagement, en déclin ou en mutation, se tiendra d'ailleurs en 1993 et donnera lieu à un livre<sup>14</sup>. Tout récemment, c'est une mission parlementaire qui s'est consacrée à l'abstention. Elle a remis son rapport le 9 décembre 2021 et proposé 28 mesures pour lutter contre ce phénomène.

---

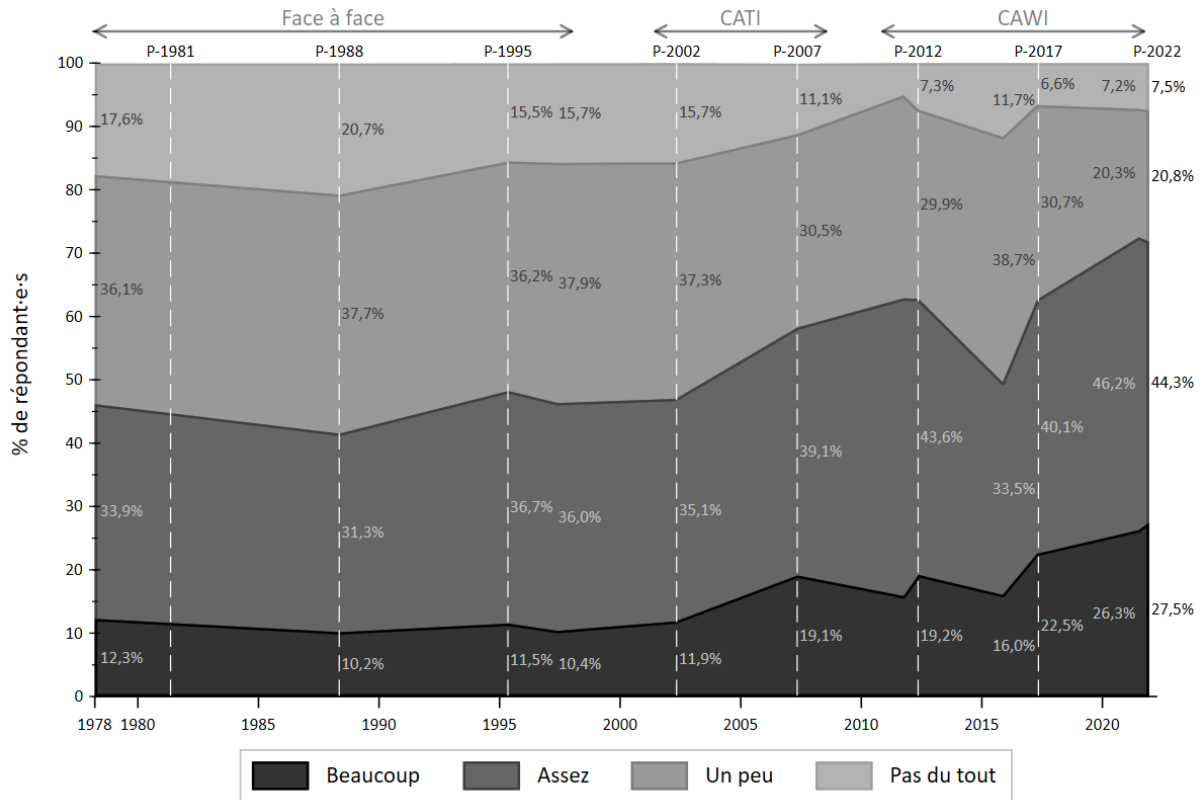
<sup>11</sup> Colette Ysmal, « Crise du politique ou inadaptation des partis ? », dans *La politique. Crise et désir de renouveau*, Hors-série de la revue *Études*, 2016, p.101.

<sup>12</sup> *Ibid.* p.96.

<sup>13</sup> Cité et analysé avec les références dans Janine Mossuz-Lavau, « La politique-Janus. Mobilisation autour des problèmes, offre politique en panne », dans Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Paris, Presses de Sciences Po, 1994, p.159.

<sup>14</sup> Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation*, *Ibid.*

Figure 2 : intérêt pour la politique



*Question* : « Est-ce que vous vous intéressez à la politique ... »

*Note de lecture* : Si pour une année, il existe plusieurs enquêtes, nous faisons la moyenne de ces enquêtes. Les pourcentages affichés sont les moyennes annuelles. Les pourcentages en dehors du graphique à droite, correspondent à la dernière enquête effectuée en décembre 2021. Face à face : enquête menée en face à face ; CATI : enquête menée par téléphone à domicile ; CAWI : enquête autoadministrée sur internet sans intervention. Résultat pondéré par les variables sociodémographiques et la dernière présidentielle, sauf 1978 et 1988 qui sont sans pondération et 1995 et 1997, où les résultats s'obtiennent avec une pondération seulement sur les caractéristiques sociodémographiques des répondants.

*Source* : Voir annexe.

Aujourd'hui, on ne parle plus de dépolitisation ou de crise de la politique mais de crise de la représentation. Chiffres à l'appui, on constate que les Français et les Françaises se détournent des partis, des urnes, des décideurs mais qu'ils n'ont pas pris la politique en déplaisance. Entre 1978 et 2021, l'intérêt pour la politique n'a cessé de croître : ainsi la figure 2 montre que si, en 1978, 46,2 % des Français disent s'intéresser (beaucoup ou assez) à la politique, ils sont 72,3 % en 2021. Ils ont toujours le goût du fait politique, y compris des campagnes électorales : d'après le sondage Elabe des 6-7 décembre 2021, 62 % (70 % des hommes et 56 % des femmes) se disent intéressés par celle de 2022. Nos concitoyens ont un niveau scolaire plus élevé qu'au XXe siècle, ils sont plus informés (les chaînes d'information en continu et les réseaux sociaux y étant sans doute pour quelque chose) et ils ne sont pas spécialement apathiques. Ils ne refusent pas de s'engager pour aider leurs « prochains » dans diverses associations. C'est particulièrement sensible chez les jeunes. Comme l'écrit Anne Muxel, « les jeunes se mobilisent pour des causes

*humanitaires ou engageant les valeurs humanistes et universalistes telles que la paix, l'antiracisme, la reconnaissance des sans-papiers, les droits des immigrés, et d'une façon générale dès lors que toute atteinte aux droits concernant les personnes et la reconnaissance de leur existence sociale peut être portée. La protestation ne s'est pas dépolitisée, simplement les enjeux politiques se sont déplacés »<sup>15</sup>.*

Enfin, toujours au sujet de l'abstention, on ne peut qu'appuyer un constat devenu classique : les Français votent pour ce qu'ils pensent être important, les présidentielles. Depuis 1965, certes le pourcentage d'inscrits n'exerçant pas leur droit de citoyen tend à augmenter, mais cette progression demeure relativement faible. Il n'y a guère que 3,3 points de pourcentage de différence entre 1981 et 2017. Toujours en regard de ce vote pour « ce qui compte », on note un fait nouveau : le croisement des courbes d'abstention entre les élections législatives et européennes. Alors que, en dehors des référendums, les Européennes étaient les championnes de l'abstention, elles ont connu un regain de participation lors des deux dernières consultations. Est-ce une anomalie, un sursaut qui ne perdurera pas ou au contraire l'esquisse d'un changement ? Les Français penseraient-ils qu'au fil du temps leur parlement devient de moins en moins en charge des affaires du pays et que les institutions européennes ont pris le relai ?

Le constat que nous faisons est clair, les Français n'ont pas abandonné le fait politique. Mais ils transforment le rapport qu'ils ont avec lui en s'éloignant des partis et des représentants qui en sont issus. Enregistrer ce décalage n'est pas nouveau non plus. Dans *Un parti pour la gauche*, livre du club Jean Moulin publié en 1965, on peut lire : « *Les clivages des partis ne correspondent pas vraiment aux tendances, aux tempéraments, aux convictions* »<sup>16</sup>. Plus récemment, Vincent Tiberj (2017) écrivait que ces camps de droite comme de gauche « *peuvent être en mal d'incarnation politique faute d'un parti ou d'une alliance capable de les rassembler* »<sup>17</sup>.

Qu'en est-il aujourd'hui et comment en est-on arrivé là ? Une mesure de cette distorsion entre l'offre politique des partis et des candidats et la demande des électeurs peut être présentée à partir des grandes enquêtes quantitatives stockées ou réalisées par le CEVIPOF depuis la fin des années 1970.

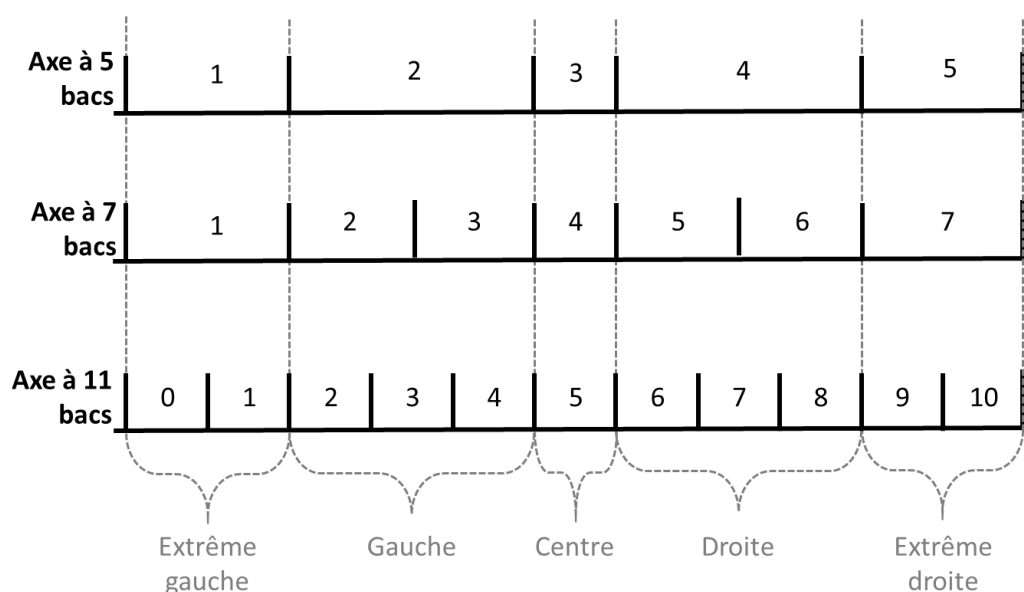
---

<sup>15</sup> Anne Muxel, *Avoir 20 ans en politique*, Paris, Seuil, 2010, p.33.

<sup>16</sup> Club Jean Moulin, *Un parti pour la gauche*, Paris, Le Seuil, 1965, p.33.

<sup>17</sup> Vincent Tiberj, « *Running to Stand Still. Le clivage gauche/droite en 2017* », *Revue française de science politique*, 67 (6), 2017, p. 1108.

Figure 3 : Axe gauche-droite



*Note de lecture* : La question de l'autopositionnement idéologique est récurrente depuis que l'on sonde les opinions politiques. Cependant le nombre de bacs proposé afin de se situer sur l'axe gauche droite a pu évoluer en fonction du temps et des équipes en charge des enquêtes. Nous gardons pour notre analyse, les enquêtes dont les échelles possèdent un nombre impair de bacs, sans proposition d'un bac « ni droite, ni gauche » ou « et de droite et de gauche », mais seulement la mention de ne pas se prononcer.

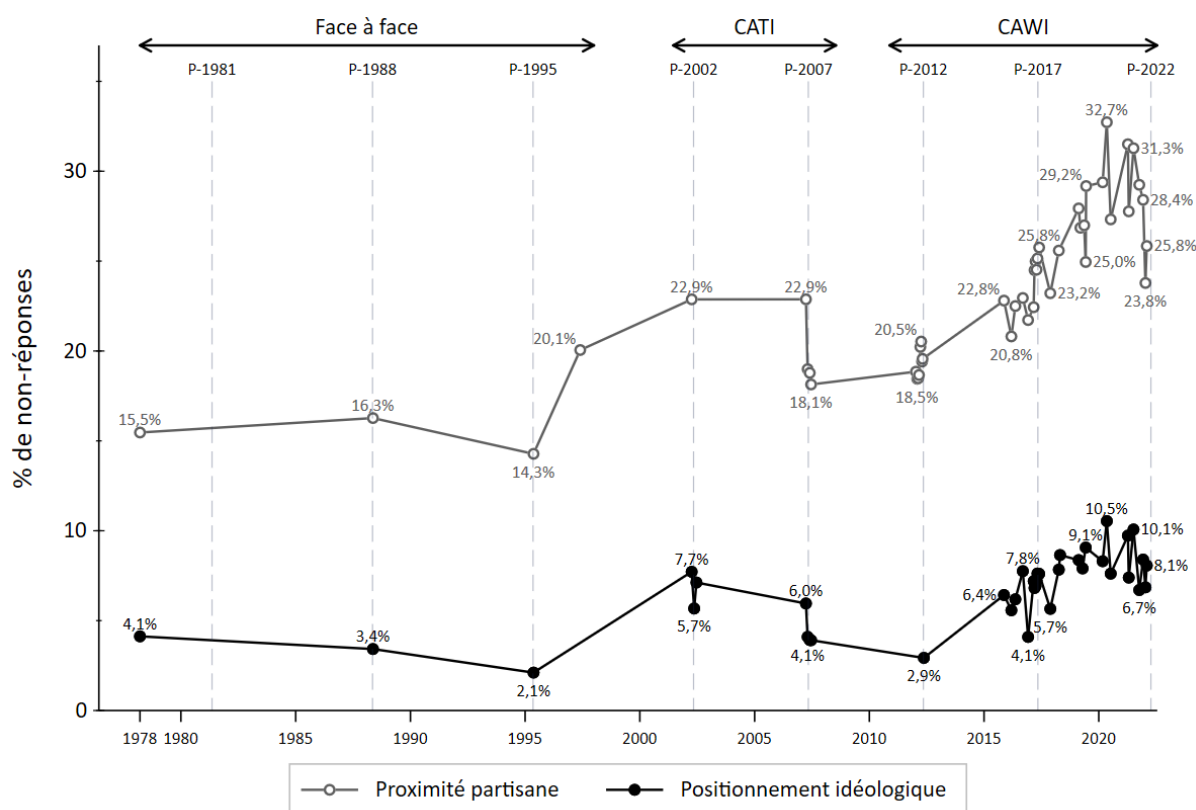
*Source* : Création des auteurs.

## De quoi cette distorsion est-elle le nom ?

Que suggère l'évolution de deux mesures de la psyché politique des Français : la proximité partisane et l'autopositionnement idéologique ? La première rend compte de la proximité, plus ou moins forte, avec un parti politique, elle représente l'adhésion à l'offre politique. Le libellé des questions qui permettent de l'évaluer est donné en annexe. La seconde mesure, qui dessine la demande, est le positionnement sur l'axe gauche-droite de l'échiquier politique (l'autopositionnement idéologique). On présente alors aux personnes interrogées une figure comportant plusieurs bacs allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Le CEVIPOF a toujours posé ces questions lors de ses recherches sur l'opinion publique. Sur une période de plus de 40 ans, les équipes en charge de la construction des questionnaires changent, concevant des libellés de questions et des propositions de réponses variant dans le temps. Un travail de recodage des réponses (figure 3) a été nécessaire pour produire les résultats présentés ci-dessous.



Figure 4 : évolution du pourcentage de non-réponses



*Note de lecture* : Chaque point représente une enquête (ou une vague d'enquête). Face à face : enquête menée en face à face ; CATI : enquête menée par téléphone à domicile ; CAWI : enquête autoadministrée sur internet.

Résultat pondéré par les variables sociodémographiques et la dernière présidentielle, sauf 1978 et 1988 qui sont sans pondération et 1995 et 1997, où les résultats s'obtiennent avec une pondération seulement sur les caractéristiques sociodémographiques des répondants.

*Sources* : Voir en annexe.

Les refus de se situer, soit par rapport aux partis, soit par rapport aux grandes idéologies politiques n'évoluent pas à l'unisson. La figure 4 montre au fil du temps les variations de ces non-réponses. Pour la proximité partisane, c'est le pourcentage de répondants qui refusent toute proximité avec un parti politique. Pour le positionnement idéologique, cela correspond aux personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas (ou plus) se situer sur l'axe gauche-droite.

Entre 1978 et 2021, le pourcentage de non-réponses a doublé, passant de 15 à 30 % pour la proximité partisane et de 5 à 10 pour l'autopositionnement idéologique. Mais dès 1978, le pourcentage de non-réponses pour la proximité partisane est trois fois plus important que celui observé pour l'autopositionnement idéologique. Cet écart reste inchangé en 2021. L'augmentation des non-réponses sur la proximité partisane commence dans les années 2000 et s'accélère après 2012. Avec encore de nos jours près de 90 % des répondants qui acceptent de se situer sur l'axe gauche-droite, cette simple représentation unidimensionnelle du positionnement idéologique a encore de beaux jours devant elle.

Évidemment, se placer dans le bac 2 sur l'échelle de 0 à 10, n'a sans doute pas la même signification en 2022 qu'il y a 40 ans. Mais le placement sur l'axe continue d'avoir un sens pour la grande majorité des enquêtés.

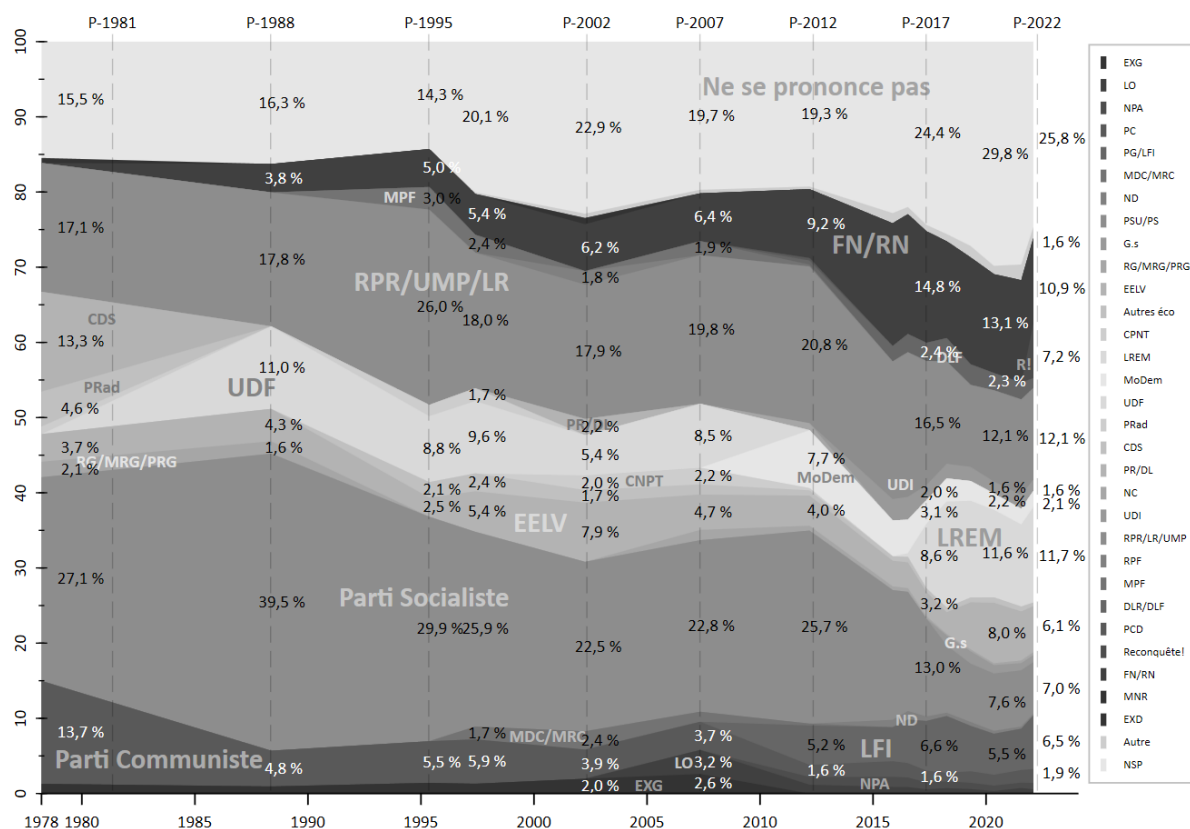
Regardons maintenant les détails des choix partisans (figure 5). Le XXe siècle est marqué par une certaine stabilité. De 1978 à 1995, les personnes interrogées s'abstiennent assez rarement d'indiquer un parti dont elles se sentiraient le plus proches ou le moins éloignées : 16 % de 1978 à 1988, 14 % en 1995. Dans l'ensemble, on sait aux côtés de qui on est. C'est le soutien au parti socialiste qui est le plus marqué : 27 % dans la période 1978-1980, 40 % en 1988 et encore 30 % en 1995. Autrement dit, à la veille de l'élection de 1981 qui voit François Mitterrand accéder à la présidence de la République, on note une certaine mobilisation que l'on pourrait qualifier de « mobilisation d'attente » sinon d'espérance. À l'occasion de la présidentielle suivante, elle s'accroît, preuve que lors de ce premier septennat de gauche le PS n'a pas démerité et qu'un certain nombre d'électeurs en redemandent. Cette proximité décroît à la fin du règne mitterrandien, signe peut-être de la fin prochaine d'une gauche incarnée. En 1990, le congrès de Rennes du PS qui a vu des socialistes prêts à en venir aux mains, a sans doute contribué à donner une image négative d'une force qui n'était plus vraiment tranquille. Comme l'écrit Michel Noblecourt, « *le congrès des déchirements, à Rennes, en 1990, marque l'entrée dans une période que l'on peut appeler les "trente ravageuses"* » (*Le Monde*, 26 janvier 2022). En 1982, le PS comptait 213 584 adhérents, en 1995, il n'en reste plus que 93 603. Et si, en 2012, François Hollande se retrouve à l'Élysée, est-ce à la suite d'un choix par adhésion ou d'un rejet de Nicolas Sarkozy par les électeurs ?

Dès 2002, les Français vont avoir un peu plus de mal à décliner une identité partisane. Jusqu'en 2012, ils sont 23 % à le faire. Entre 2017 et 2022, on passera de 24 % puis 27 % et enfin à 30 % en 2021.

Il en va de même pour le choix du parti socialiste comme parti dont on se sent le plus proche (ou le moins éloigné) : de 23 % ou 26 % jusqu'en 2012, il chute à 14 % en 2017 pour s'établir à 7,5 % en 2021. La droite classique est également à la peine puisque de 21 % encore en 2012, elle ne rallie plus en 2021 que 13 % des affinités déclarées. François Hollande n'a pas mobilisé autant que François Mitterrand et François Fillon n'a pas convaincu non plus.

L'arrivée d'Emmanuel Macron, aidé par les « petites » formations, a donné le coup de grâce aux partis plus anciens. En 2021, 12 % des personnes interrogées se déclarent proches de la République en marche, et Europe Écologie les Verts monte également dans l'estime des électeurs. De même, en 2021, le Front national, devenu le Rassemblement national, enregistre 12 % de proximités partisans alors qu'il n'en recueillait que 4 % en 2002 et encore en 2007.

Figure 5 : Proximité partisane entre 1978 et 2022



*Note de lecture* : Pour chaque enquête (ou vague d'enquête) nous faisons la moyenne annuelle de la proximité partisane de chacune des enquêtes. Les pourcentages en dehors du graphique à droite, correspondent à la dernière enquête effectuée de février 2022. Résultat pondéré par les variables sociodémographiques et la dernière présidentielle, sauf 1978 et 1988 qui sont sans pondération et 1995 et 1997, où les résultats s'obtiennent avec une pondération seulement sur les caractéristiques sociodémographiques des répondants.

*Sources* : Voir en annexe.

L'offre n'est donc pas au beau fixe, en tout cas elle ne séduit plus comme dans les années 1980-1990. Les partis politiques n'exercent plus le même attrait sur une population qui, peu à peu, s'enfonce dans la défiance vis-à-vis des élites et des appareils. Mais il ne faudrait pas, comme cela a parfois été trop hâtivement fait, en conclure au brouillage des repères idéologiques, sinon à la péremption des notions de droite et de gauche. Quand on observe l'évolution de la demande dans cette même période, on voit qu'il n'en est rien.

« L'autopositionnement idéologique », autrement dit le choix des personnes interrogées pour tel ou tel point de l'axe gauche-droite, est donc « l'instrument » qui permet de voir clair sur cette demande. Enregistre-t-on un mouvement de désaffection comme celui qui vient d'être décrit par rapport aux partis politiques ? Une légère baisse de régime est à noter à partir de 2002, accentuée en 2017 et maintenue jusqu'à ce jour. Mais avec des chiffres bien inférieurs à ceux apparus à propos de la proximité partisane.

Sur cet axe gauche-droite (ou plutôt extrême-gauche/extrême-droite), seules 4 % des personnes interrogées ne se positionnent pas en 1981, et elles ne sont plus que

2 % en 1995. En 2007, elles seront 9 % puis 6 % en 2017 pour atteindre 12 % en 2021 et 8 % en 2022. À souligner en conséquence : à l'exception de ce « pic » de 2021, jamais les rétifs au positionnement idéologique n'atteignent le seuil des 10 % alors que l'on compte 30 % de rebelles devant l'incitation à se dire proche d'un parti politique. Chez les jeunes, l'éloignement est nettement plus accentué. D'après une enquête réalisée en septembre 2021, 43 % des 18-24 ans ne sont pas en mesure de se positionner sur l'axe gauche-droite et 55 % ne peuvent indiquer aucune préférence partisane<sup>18</sup>. Sont-ils vraiment hors système ? On peut être tenté de leur appliquer cette réflexion du philosophe Alain : « *Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et de gauche, hommes de droite et hommes de gauche, a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche* »<sup>19</sup>.

On voit donc que les identités politiques sont bien loin d'être lettre morte comme certains commentateurs voudraient parfois nous le faire croire. Cela étant, dans le détail de ces positionnements, toutes les familles ne demeurent pas stables. Nous parlons bien ici des bacs choisis par les personnes interrogées pour décliner leur identité politique et non pas des partis censés correspondre à ces affinités. Entre 1978 et 2021, les identités d'extrême-gauche ont légèrement progressé, passant de 2 % à 5 %. Celles de gauche, elles, se sont rétrécies. De 40 % dans la période pré-1981 et 39 % en 1988, elles enregistrent un déclin à partir de 1995 pour s'établir à 28 % à peu près jusqu'en 2020 et passer à 25 % en 2021. Si on additionne gauche et extrême-gauche, on somme cette famille à 30 %. De son côté, les affinités centristes décroissent de 26 % à 21 %.

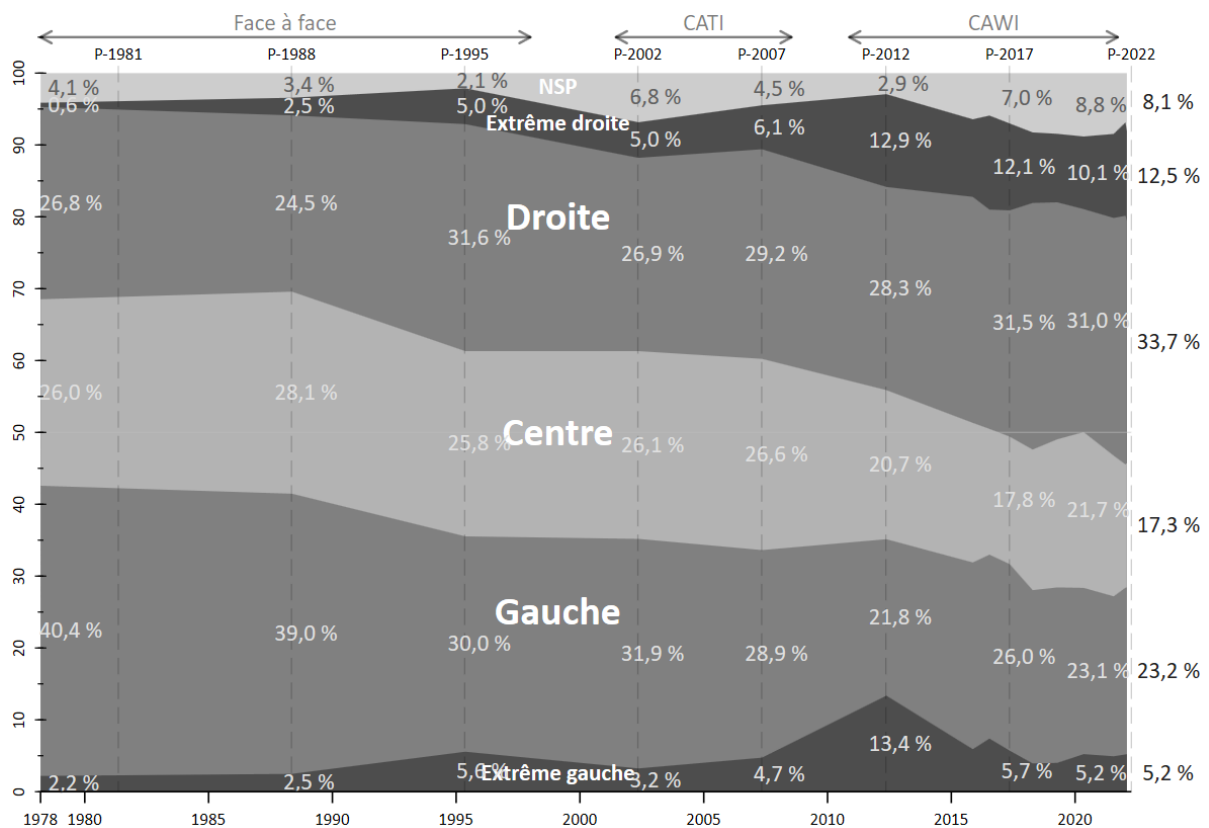
En revanche, on se définit un peu plus comme étant de droite : 27 % avant 1981, 31 % en 1995, et après une légère baisse à nouveau 31 % à partir de 2017 (et encore en 2021). Et ce malgré l'autopositionnement déclaré à l'extrême-droite : 10 % en 2021 (contre 3 % en 1988, 4 % en 2002-2007, puis 11 % en 2017). En d'autres termes, la droitisation de la France dont on parle tant est bien réelle mais elle est surtout une extrême-droitisation dont les ressorts se sont donc maintenus pendant tout le quinquennat d'Emmanuel Macron. Ces personnes qui se positionnent à l'extrême-droite, qui déclinent une identité d'extrême-droite, vont-elles pour autant voter pour un des candidats encartés dans cette mouvance ? En décembre 2021 (sondage auquel nous nous référons ici), celles qui se situent dans le bac 10, qui se décrivent donc comme « très à droite », indiquent à 44 % une intention pour Marine Le Pen. En avril de la même année, elles étaient 83 % et en juillet 77 %. Entre ces deux dates, que s'est-il passé ? Zemmour est arrivé et, dès octobre 2021, ce sont 37 % des autoproclamés d'extrême-droite qui déclarent une intention de vote en sa faveur. Ils sont 41 % en décembre.

---

<sup>18</sup> Enquête effectuée par l'Institut Louis Harris pour l'Institut Montaigne auprès de 8074 personnes âgées de 18 à 24 ans, sous la direction d'Olivier Galland et Marc Lazar. Premiers résultats in *Le Monde*, 4 février 2022.

<sup>19</sup> In Emmanuel Beau de Loménie, *Qu'appellez-vous droite et gauche ?* Paris, Librairie du Dauphin, 1931, p.64.

Figure 6 : 40 ans d'autopositionnement idéologique



*Note de lecture* : Pour chaque enquête (ou vague d'enquête) nous faisons la moyenne annuelle de la proximité partisane de chacune des enquêtes. Les pourcentages en dehors du graphique à droite, correspondent à la dernière enquête effectuée de février 2022. Face à face : enquête menée en face à face ; CATI : enquête menée par téléphone à domicile ; CAWI : enquête autoadministrée sur internet. Résultat pondéré par les variables sociodémographiques et la dernière présidentielle, sauf 1978 et 1988 qui sont sans pondération et 1995 et 1997, où les résultats s'obtiennent avec une pondération seulement sur les caractéristiques sociodémographiques des répondants.

*Sources* : Voir en annexe.

Les gens de droite (c'est-à-dire ceux qui occupent les bacs 6, 7 et 8 dans l'échelle qui va de 0 à 10) s'apprêtent-ils comme un seul homme (ou une seule femme) à rallier Valérie Pécresse ? Pas tous à l'évidence, loin de là. Mais la candidate LR voit cependant grossir son score potentiel dans cette famille politique : passant au fil de l'année 2021 de 15 % à 21 % dans la droite modérée, de 25 % à 34 % dans la droite plus dure, et de 27 % à 32 % chez ceux qui cochent le bac 8. Elle recueille d'ailleurs des voix chez ceux qui se réclament de l'extrême-droite soit 26 % chez les 9 et encore 7 % auprès des plus extrémistes. On comprend mieux le positionnement de la candidate (« kärcher » et autres amabilités de campagne électorale) en sachant que son public ne se limite pas à la droite « convenable » et que, parmi ses lieutenants, figure en bonne place Éric Ciotti, représentant d'une aile peu encline à la modération.

Comment les électeurs se comportent-ils vis-à-vis d'Emmanuel Macron selon qu'ils se positionnent au centre, à droite ou à gauche ?

À un moment où il n'est pas encore candidat déclaré et toujours selon le sondage de décembre 2021, le président de la République peut espérer 44 % des appuis de ceux qui se situent au centre, 39 % dans la droite modérée, 28 % au sein de la droite dure et encore 19 % chez ceux qu'on pourrait qualifier de « ciottistes ». Mais il est également choisi par 26 % des personnes figurant une gauche modérée et encore 12 % de celles qui se rattachent à une gauche plus radicale. Il connaît aussi un franc succès chez ceux qui se disent « et de gauche et de droite » (son slogan de la campagne de 2016) avec 37 % d'intentions de vote et recueille enfin 22 % chez les « ni-ni ».

Qu'en est-il de la popularité de Yannick Jadot selon l'affectation des personnes interrogées dans l'un ou l'autre des bacs leur permettant de décliner leurs affinités profondes ? Il atteint les 10 % chez ceux et celles qui se sentent bien au centre et augmente le nombre de ses bulletins potentiels à 15 % dans la gauche modérée, 21 % dans la gauche plus radicale et 16 % dans la gauche dure. Il mord aussi sur l'extrême-gauche, choisie par 14 % de ceux qui s'y situent (contre 12 % quelques mois plus tôt). Il ne doit cependant pas négliger les « et de gauche-et de droite » pas plus que les « ni-ni ». Et il est même le favori de 8 % des « gauchistes » les plus affirmés. Si l'on se penche sur le sort d'Anne Hidalgo, on voit que, en décembre 2021, dans les trois bacs de gauche, les électeurs ne se bousculent pas au portillon pour l'assurer de leurs soutiens. Ils sont 11% dans le 4, 13 % dans le 3 et 19 % dans le 2. En avril 2021, elle en comptait respectivement 20 %, 23 % et 18 %. Chute d'audience au fil de la campagne chez des personnes témoignant que leur cœur est à gauche mais n'étant pas pour autant convaincues par cette candidate. Envers qui 9 % pourtant des situées à l'extrême-gauche montrent encore un peu d'indulgence. La question se pose de savoir si et jusqu'où se poursuivra la dégringolade.

Pour en finir avec la gauche, examinons les tropismes en direction de Jean-Luc Mélenchon. Pour un tiers des personnes se classant à l'extrême-gauche, c'est leur choix, le score montant à 40 % chez ceux qui se placent dans le bac dessiné à la toute extrémité de l'axe (c'est-à-dire en 0). Cela étant, si dans la récente période il a progressé dans « l'extrême-gauche modérée » (un oxymore ?), il a baissé un peu dans le 1 et le 0, soit dans l'extrême-gauche réellement extrême (passant de 44 % à 40 %). Ceux et celles qui affichent un positionnement dans ces cases ont-ils été déçus par des accommodements devenus moins tonitruants avec le ciel politique ? Ou le fléchissement n'est-il que conjoncturel ?

Au total, on n'enregistre pas un refus ou un déclin du clivage gauche-droite, mais un poids accru des personnes qui, dans l'ensemble de la population, s'identifient comme étant de droite ou d'extrême-droite, et une réduction du nombre de celles qui se déclarent de gauche ou d'extrême-gauche.

Comment l'expliquer ? Qu'est-ce qui, dans l'évolution récente de la société française, sous-tend cette nouvelle structuration ?

Faut-il voir dans cette droitisation une expression de la peur qui peut saisir certaines personnes devant la mondialisation ? Peur qui se traduirait par un regain du nationalisme, par une hostilité croissante à l'encontre de l'immigration, par un attachement de plus en plus marqué à la sécurité ? Toutes aspirations plus portées par la droite et l'extrême-droite que par la gauche. « N'ayez pas peur » disait un jour un pape. Où en est la peur désormais ? C'est une sensation, une émotion qui peut générer des comportements plus rarement observés il y a quelques décennies.

## Retour aux sources.

Pour quelles raisons un tel fossé existe-t-il et se creuse-t-il entre la demande (à savoir celle « des vraies-gens-dans-la-vraie-vie »), ses aspirations, ses exigences, ses déceptions, et l'offre (les partis, les candidats, les élus, l'exécutif, etc.).

Ce qu'on avance généralement :

- 1) On met en avant la responsabilité de ces élites (loin des gens comme nous, soucieux de se servir plutôt que de servir etc., on l'a vu plus haut). Une « raison » souvent évoquée mais sans que l'on cherche à savoir ce qu'il en est réellement, et en considérant que ces citoyens critiques ne sont pas loin d'exagérer. Or, si l'on s'intéresse aux discours et attitudes de cette classe politique, on doit convenir qu'elle cherche plus qu'à son tour à se faire battre en proférant des sottises (par incompetence, mensonge, sexisme, ethnocentrisme, etc.), administrant parfois (ou souvent) elle-même la preuve du bien-fondé des reproches qu'elle encourt. Les exemples ne manquent pas<sup>20</sup>. Ainsi, l'ultracréditarisme est loin d'être absent. Quand Xavier Darcos, alors ministre de l'Éducation nationale, évoque en 2008 les enseignants des écoles maternelles, il déclare : « *Est-ce qu'il est logique de faire passer des concours bac+5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ?* » (*Libération*, 2 juin 2010). Ne confond-il pas l'école maternelle avec la crèche ? On n'hésite pas non plus à mentir, en enjolivant, inventant, en pratiquant le double langage, en faisant souvent preuve de la plus grande mauvaise foi. Pour montrer à quel point son bon maître sait donner l'exemple de la vertu, Frédéric Lefèvre, porte-parole de l'UMP, ne se prive pas d'affirmer : « *Quand il fait un voyage officiel, Nicolas Sarkozy paie lui-même son dentifrice* » (*Metro*, 30 juin 2010). On ne lésine pas non plus sur les grossièretés. Il n'y a pas que le « *Casse-toi, pauv'con* » de Nicolas Sarkozy. Au Conseil de Paris, le 11 juillet 2011, Rachida Dati intervient sur la question des cantines scolaires et constate que Philippe Goujon, président de la fédération UMP de Paris, député-maire du 15<sup>e</sup> arrondissement, n'applaudit pas. Elle l'apostrophe en ces termes : « *Pourquoi tu*

---

<sup>20</sup> Tous ces exemples (et bien d'autres) figurent dans Janine Mossuz-Lavau, *Pour qui nous prend-on ? Les « sottises » de nos politiques*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012.

*ne m'applaudis pas ? Tu n'es vraiment qu'un connard, un salopard, un abruti, une ordure, un chien galeux, un pourri, un fumier* » (Rapporté par *Le Canard enchaîné* du 13 juillet 2011). Clap de fin avec Emmanuel Macron qui veut « emmerder » les non-vaccinés (*Le Parisien*, 4 janvier 2022). Le sexisme connaît aussi de beaux jours. Autour de 1907, Léon Blum compose son livre intitulé *Du mariage*, qu'il publie en 1937. Il raconte être passé, après une aventure, par une crise « d'amère misogynie » qui lui a fait affirmer : « *Qu'accuser alors, sinon le vice naturel des femmes qui mentent sans raison, trompent sans plaisir, par la vilénie originelle de leur nature ?* ». En 1979, inquiet pour la démographie du pays, le sénateur Henriot (Républicain indépendant) émet cette recommandation : « *Au lieu d'envoyer les femmes au travail, mieux vaut les envoyer au lit* » (Site du Sénat. Débats parlementaires du 9 décembre 1979). Une phrase qui fera plus tard le bonheur des internautes féministes. Elles proposeront en réponse : « Oui, avec un amant », « Oui, avec la femme du voisin ». Passons sur les propos qui ont accompagné, dès 2006, la candidature de Ségolène Royal et venons-en à l'ethnocentrisme. Impossible de ne pas citer Raymond Barre, Premier ministre depuis août 1976, lorsqu'après l'attentat antisémite rue Copernic (1980), il évoque un « *attentat odieux qui voulait frapper les Israélites se trouvant dans cette synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic* ». La droite n'a pas le monopole de l'ethnocentrisme. Le 7 juin 2009, arpentant le marché de sa ville, Manuel Valls, député-maire d'Évry, oublie qu'il est toujours équipé d'un micro, utilisé pour sa participation à un sujet télévisé, et dit à son assistant : « *Belle image de la ville d'Évry* ». Il lui demande alors de mettre « *quelques blancs, quelques white, quelques blancos* », ce qui suscitera une réponse indignée du socialiste Faouzi Lamdaoui (sur *Libération.fr*, 15 juin 2009).

- 2) La responsabilité des électeurs est également soulignée : ils seraient devenus individualistes. À la lecture de ce diagnostic, on pourrait tout d'abord pousser un soupir de soulagement. Car cela signifierait un désengagement par rapport à des communautés « pesantes », contraignantes, telles que la famille, le village, l'Église, etc. Et donc une libération, la possibilité d'adhérer à ou de soutenir des collectifs qui conviennent, un rejet des normes ne satisfaisant plus ces individus, une affirmation de soi empêchée autrefois par le respect obligé des règles en usage dans ces communautés d'origine. Pour ce qui concerne la participation électorale et sa volatilité, ces nouveaux comportements croissant au fil du temps, les observateurs ont donc développé des notions visant à définir ce citoyen qui ne reproduit plus à l'identique les schémas habituels. Analysant les élections législatives de 1986 et 1988 ainsi que les deux tours de la présidentielle de 1988, Alain Lancelot et Philippe Habert forgent le concept de « nouvel électeur », ce citoyen qui ferait preuve « *d'une autonomie individuelle grandissante dans la prise de décision électorale* » et modulerait ses choix « *à partir d'une adaptation*



*stratégique aux variations de l'offre électorale et aux enjeux du scrutin* »<sup>21</sup>. Un citoyen qui peut donc devenir un « électeur stratège », formule qui connaîtra un certain succès. Cet accent mis sur l'individualisme laisserait penser qu'il s'agit d'un égoïsme, caractérisant de fait des personnes peu préoccupées par le collectif, centrées sur leur seule « petite vie », ne se souciant plus des autres. Mais déjà, au début des années 1980, cette interprétation était questionnée : « La phase "individualiste" actuelle exprime un rejet cyclique, mais ambigu, de certaines formes décevantes du vieil idéal récurrent de la *vita activa* au profit non d'un retour à la *vita contempliva*, mais de la forme moderne de celle-ci : incroyance et calcul stratégique »<sup>22</sup>. Cet égoïsme supposé est démenti par nombre d'enquêtes faisant apparaître les nouveaux engagements de nos concitoyens. Ils sont actifs dans toutes sortes d'organisations, humanitaires comme de quartiers, donnant de leur temps pour aider des élèves en difficulté dans leur travail scolaire, pour récolter et distribuer de la nourriture, faire des maraudes les nuits de grand froid afin de protéger les SDF, lutter contre le racisme, la liste est longue de ces myriades d'interventions qui visent à améliorer le sort des plus démunis. Interventions conduites au plan local, qui ont des résultats immédiats et suppléent des pouvoirs publics défaillants, donc des politiques qui sont vus comme indifférents ou impuissants. D'où le « À quoi bon ? » de ces bénévoles et au-delà, de ceux et celles qui les soutiennent, ne serait-ce que financièrement, quand ils le peuvent. Peut-on dire qu'il ne s'agit pas de politique ? qu'il ne s'agit pas d'une autre manière de faire de la politique ? Comme monsieur Jourdain, sans le savoir, maniait la prose, ces bénévoles n'ont-ils pas trouvé un moyen direct de réduire l'injustice qui couve un peu partout et qui, dans l'immédiat, n'est pas combattue par grand monde. Or la faim comme le froid ne peuvent attendre des lois et mesures qui seront, au mieux, envisagées dans des mois, des années parfois ? Mais que font-ils les jours d'élections, ces inconnus prêtant main forte aux plus nécessiteux, comme ceux qui leur adressent régulièrement des chèques ? Demeurent-ils fidèles aux choix en vigueur jusque-là dans leur famille ou leur entourage ou se disent-ils que, si rien ne change, il faut emprunter d'autres voies, accorder une prime à l'inconnu ou, peut-être rallier des extrêmes « qu'on n'a pas encore essayés ». On ne peut, en tout cas, les juger dépolitisés.

3) Une autre explication peut être avancée.

Elle est à rechercher dans une des caractéristiques de la période récente, que Jean Garrigues présente comme « le temps de la désincarnation ». Pendant la troisième République, des grandes figures ont incarné la politique. Dans ses débuts, on

---

<sup>21</sup> Philippe Habert et Alain Lancelot, « L'émergence d'un nouvel électeur ? », Philippe Habert et Colette Ysmal (dir.), *Le Figaro/Études politiques, Élections législatives 1988. Résultats, analyses, commentaires*, Paris, 1988, p.23.

<sup>22</sup> Georges Lavau, « L'électeur devient-il individualiste ? », in Pierre Birnbaum et Jean Leca (eds), *Sur l'individualisme : Théories et méthodes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986, p.329.

trouvait Léon Gambetta, Adolphe Thiers, Victor Hugo : « À travers les itinéraires croisés de ces trois personnalités emblématiques de la démocratie, l'histoire politique se confronte à sa dimension symbolique, qui relève de l'émotion, de la sensation et du mythe »<sup>23</sup>. Ce trio nous aurait transmis « un patrimoine d'incarnation ternaire » (à savoir la liberté, l'égalité, la fraternité) qui serait au cœur de notre symbolique républicaine. Ce sont ensuite des présidents de la République qui vont devenir des figures d'incarnation, puis des hommes comme Clémenceau, Briand, Jaurès, Déroulède. Sous la Quatrième République, un homme suscitera brièvement un effet d'incarnation, notable pour la période : Pierre Mendès France, qui semble porteur de modernité. S'impose ensuite le général de Gaulle, « le premier dans notre histoire républicaine à avoir su synthétiser à la tête de l'État la figure du rassembleur, celle du combattant et celle du prophète », à savoir « le triptyque de l'incarnation »<sup>24</sup>. Dernier grand homme peut-être.

Quoique représentant le peuple de gauche, François Mitterrand aura pour modèle ce de Gaulle qu'il a tant combattu, et tentera de viser la hauteur gaullienne. Viendra ensuite une autre ère, celle de la com', des éléments de langage, de présidents perdant leur mystère, ne parvenant plus à *incarner* comme le faisaient certains de leurs prédécesseurs. Ni Sarkozy, ni Hollande, devenus des sortes de présidents copains ou normaux, trop enclins à la familiarité, n'ont rempli cette fonction d'incarnation. Quant à Emmanuel Macron, parti pour l'aventure présidentielle dans la cour du Louvre et tentant de renouer avec un ersatz de grandeur, il l'a un peu dévaluée par ses petites phrases « djeunes » ou vulgaires (du « pognon de dingue » au projet « d'emmerder » les non-vaccinés). Or les électeurs ont sans doute besoin de rêver, de lever les yeux vers plus haut qu'eux, de voir la République portée à un niveau qui n'est pas celui observé en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Ils plébiscitent aussi une valeur : le respect. De là, une raison de plus pour bouder les urnes ? Sans qu'il s'agisse d'un facteur fondamental, gageons qu'il contribue à cette désaffection.

Sur cette asymétrie de l'offre et de la demande, des études ont été engagées, mais elles n'épuisent pas le sujet et ne gomment pas la nécessité de s'interroger sur la nature même d'un système démocratique qui porterait, en son sein, des facteurs susceptibles d'engendrer ce *gap*.

D'où la question : et si, tout simplement, il ne pouvait y avoir adéquation, entente, correspondance, entre cette offre et cette demande ? Non pas en raison des « fautes » des uns ou des autres (même si elles contribuent à l'agrandissement de la faille), mais de

---

<sup>23</sup> Jean Garrigues, *La République incarnée. De Léon Gambetta à Emmanuel Macron*, Paris, Perrin, p.12.

<sup>24</sup> *Ibid.* p.318.

manière structurelle, les moments d'adéquation apparaissant isolés, et correspondant à des contextes très particuliers (rôle de certains événements, de certains personnages). Souvenons-nous que, pendant deux mille ans, ce qu'on appelait la démocratie voyait ses élites ou ses représentants désignés par le tirage au sort, pratiqué jusqu'à la Renaissance. À Athènes, le tirage au sort était un moyen « *non seulement de réaliser l'égalité théorique des citoyens mais, surtout, d'empêcher la constitution d'un régime oligarchique* ». C'est ce qu'écrit Gil Delannoi pour qui « *les démocraties modernes ont été sciemment construites contre certaines formes de démocratie* ». Il explique ces réticences devant les procédures les plus démocratiques en se référant à Platon : « *L'idée de Protagoras, selon laquelle la compétence politique et la compétence morale, contrairement aux autres compétences, sont également réparties entre tous heurte bien des esprits. Cette idée est à la fois admise et refusée par la doxa démocratique contemporaine, donc reconnue en principe mais édulcorée par les procédures* »<sup>25</sup>. Dans cette perspective, l'élection peut apparaître comme permettant l'avènement d'une oligarchie, ce qui ne favoriserait pas l'enthousiasme des citoyens pour ce processus. En d'autres termes, elle porterait en elle-même une sorte de contradiction ; l'insatisfaction qu'elle provoque lui serait consubstantielle.

D'autres auteurs examinent ce type d'arguments en remontant à la source de l'histoire de la représentation et en observant son évolution jusqu'à aujourd'hui.

Il convient de se référer ici à la belle thèse de Didier Mineur, dirigée par Jean-Marie Donegani. Didier Mineur montre avec rigueur qu'à l'origine les représentants à la Chambre (États généraux et leur suite) ne sont pas très éloignés du petit corps électoral de l'époque (des hommes, des propriétaires). Les intérêts des uns et des autres sont proches. Les élus représentent les électeurs dans la mesure où les décisions prises correspondent à une grande part des demandes. Mais au fur le corps électoral n'a cessé de s'agrandir : suppression du cens, suffrage « universel masculin », vote de femmes, vote dès l'âge de 18 ans, ouverture aux citoyens de l'Union européenne pour les élections européennes et locales, croissance démographique. Rappelons que dans les premières décennies d'exercice du droit de vote, diverses mesures ont été adoptées pour en limiter la portée. Selon Françoise Subileau et Marie-France Toinet, « *durant la révolution, le cens est conçu comme une garantie, à la fois de la liberté d'expression des opinions et du caractère sérieux du suffrage. Pendant l'époque impériale, les droits électoraux, sous des apparences démocratiques, seront discrédités par différentes méthodes : élections à plusieurs degrés, organisation de collèges électoraux, nomination à vie de leurs membres, droit de nomination directe... Sous la restauration, il s'agira d'abord d'assurer la prépondérance politique des grands propriétaires fonciers* »<sup>26</sup>. Après les divers élargissements signalés plus haut, il ne peut plus, quasi physiquement, y avoir une prise

---

<sup>25</sup> Gil Delannoi, « Points de vue sur la démocratie, paradoxes de l'égalité », Pascal Perrineau (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p.21.

<sup>26</sup> Françoise Subileau et Marie-France Toinet, *Les chemins de l'abstention. Une comparaison franco-américaine*, Paris, Éditions La Découverte, 1993, p.21-22.

en charge totale par l'offre d'une demande devenue multiforme, diversifiée, traversée de contradictions internes ; une demande plurielle qui diffère selon le groupe qui s'exprime. Pour résumer cette situation inextricable, on peut, par analogie, utiliser les concepts proposés par Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun au sujet des partis politiques, à savoir une opposition irréductible entre « l'un et le multiple ». Dans *La démocratie imparfaite*, ils pointent la difficulté à « concilier ce qui concerne le plus petit nombre et ce qui a trait au plus grand nombre » et s'interrogent : « Comment concilier le relatif que suppose la reconnaissance de l'Autre et l'absolu auquel aspire toute conception de l'organisation politique »<sup>27</sup>. À leurs yeux, c'est bien la dialectique de l'un et du multiple qui trône au cœur de la pensée politique, la difficulté essentielle du parti politique tenant à sa position d'entre-deux.

C'est toute la question du rapport entre le particulier et le bien commun, ou ce que les détenteurs du pouvoir estiment être le bien commun. Entre la myriade de désirs particuliers et les choix imposés à tous par un petit nombre d'élus et de nommés. Comment ajuster l'offre à cette demande aux mille et une facettes ? Comment réduire l'aggravation prévisible de la béance constatée plus haut car, ce corps électoral ayant vocation à s'accroître, une part importante des décisions prises au niveau de l'offre sont susceptibles de mécontenter de plus en plus de personnes composant cette demande. D'après un sondage ELABE des 6-7 décembre 2021, si 50 % des personnes interrogées estiment qu'il faut faire évoluer la société et les lois de manière progressive plutôt que de vouloir faire des changements radicaux, 50 % se prononcent pour les changements radicaux. Ce qui présage (peut-être ?) d'une certaine indulgence, sinon d'une participation devant des contestations ou des révoltes en raison d'une existence qui n'est pas facile pour tout le monde.

## Que faire ?

Des réponses doivent être trouvées, même si elles ne peuvent jouer qu'à la marge, d'autant que, face aux difficultés rencontrées par cette demande, qu'elles soient sociales, culturelles ou autres, la non-résolution ou l'impéritie conduit inmanquablement ceux qui les subissent à accuser les politiques, à s'en prendre à eux par les quelques moyens mis à leur disposition, notamment le vote. Mais celui-ci donnant peu de résultats immédiatement tangibles, ils sont de plus en plus enclins à « essayer » d'autres actions (voir les Gilets jaunes, voir les diverses situations d'émeutes, de violence, d'action directe). Selon Luc Rouban, le mouvement des Gilets jaunes « reste un affrontement de type politique dénonçant la faible légitimité de l'État et de ses représentants » et va bien au-delà des intérêts personnels des manifestants : ceux-ci menant « une action par procuration au nom d'une grande partie de la population qui n'a sans doute ni les moyens

---

<sup>27</sup> Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, *La démocratie imparfaite*, Paris, Gallimard, 1994, p.9.

ni la volonté de participer elle-même aux mobilisations »<sup>28</sup>. En d'autres termes, la partie émergée d'un iceberg qui pourrait un jour passer de la latence à l'action.

Au niveau de l'offre, certains peuvent hésiter entre la manière forte et l'empathie. Entre les promesses (dont on sait qu'elles ne seront pas tenues) ou l'aveu d'échec, d'impuissance, l'appel à renoncer à « plus de ceci, plus de cela » (Hitler versus Churchill). Mais la demande, elle, se montre de moins en moins prête à attendre.

Réécouter les électeurs s'impose si l'on veut saisir ce qui, au-delà des revendications immédiates, s'exprime dans ces comportements, ce qui, profondément, est ressenti comme insupportable.

Que souhaitent-ils ? Interrogeons tout d'abord les études quantitatives. Si l'on en croit un sondage Louis Harris effectué en octobre 2021 pour *Challenges*, les Français évoquent la prise en compte des votes blancs, la révocation des élus qui n'ont pas honoré leurs promesses, le référendum d'initiative citoyenne<sup>29</sup>. Dans un autre, conduit deux mois plus tard (Ifop/Décider ensemble), 84 % d'entre eux estiment que les citoyens doivent prendre une part plus importante dans le processus de décision politique ; 49 % jugent « tout à fait prioritaire » le recours à des référendums nationaux ou locaux ; 49 % veulent un renforcement de l'enseignement civique centré sur la démocratie et la participation citoyenne ; 48 % souhaitent une adaptation de la prise de décision locale aux spécificités de chacun des territoires. Mais cela peut-il enrayer ce qui vient, souvent, d'un problème de pouvoir d'achat, de précarité, de tout ce qui renvoie à une fin de mois difficile (quand, de surcroît, chez certains et certaines, on ne sait même pas comment on va commencer ce mois). Ce qui touche plus profondément à une manière d'être, à la vision qu'on a de soi-même, au sens de sa propre vie. Car on ne choisit pas forcément tel ou tel candidat parce qu'il promet, s'il est élu, de prendre telle ou telle mesure. Tout le monde ne lit pas les programmes, tout le monde ne suit pas les débats politiques proposés par les chaînes de télévision. Jouent peut-être plus les émotions ressenties par ces électeurs qui sont d'abord des êtres humains, loin d'être marqués par leur seul sexe, statut, lieu de résidence, âge etc. Ce n'est pas un hasard si, dans une enquête récente, on voit que 32% des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon disent que leur état d'esprit du jour est la « colère » comme 36% de ceux de Zemmour et 33% de ceux de Marine Le Pen, alors qu'on n'en trouve que 6% dans les soutiens d'Emmanuel Macron. De même, la « révolte » est mentionnée par 31% des futurs votants de Mélenchon, 30% de ceux de Zemmour et 27% de ceux de Marine Le Pen, quand ils ne sont que 3% dans l'électorat potentiel de Macron. Ce dernier se caractérise par son nombre élevé de personnes affichant leur « espoir » (49% contre 19% chez Marine Le Pen), et 40% leur « confiance »<sup>30</sup>. Elles avancent aussi leur « sérénité » et leur « bien-être » (Tableau 1).

---

<sup>28</sup> Luc Rouban, *La matière noire de la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, p.8.

<sup>29</sup> *Challenges*, 9-15 décembre 2021.

<sup>30</sup> In Enquête CEVIPOF/Fondation Jean Jaures/Le Monde, effectuée par Ipsos auprès de 12 542 personnes entre le 14 et le 17 janvier 2022.

Tableau 1 : État d'esprit des Français selon l'intention de vote au premier tour de la présidentielle de 2022 (janvier (2022))

	Tous	Jean-Luc Mélenchon	Yannick Jadot	Anne Hidalgo	Christiane Taubira	Emmanuel Macron	Valérie Pécresse	Marine Le Pen	Eric Zemmour
Incertitude	49	46	52	57	57	45	59	44	45
Inquiétude	45	45	44	42	40	36	54	52	53
Fatigue	43	45	47	43	54	38	43	42	35
Espoir	31	26	35	37	32	49	34	19	25
Confiance	20	13	16	20	17	40	20	13	11
Colère	20	32	16	19	19	6	17	33	36
Révolte	17	31	11	9	16	3	12	27	30
Sérénité	16	12	18	18	13	27	18	11	13
Bien être	15	11	17	12	15	20	12	11	12
Angoisse	13	13	12	19	9	9	10	18	14
Bonheur	11	9	11	6	9	13	8	11	8
Déprime	11	11	10	12	9	6	8	14	13
Enthousiasme	9	6	11	8	10	10	7	6	6

*Question* : « Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit aujourd'hui ? En premier ? Et ensuite ? »

*Notes de lecture* : Total supérieur à 100, trois réponses possibles.

*Source* : Enquête électorale 2022 : Ipsos, CEVIPOF, Fondation Jean Jaurès, Le Monde. Vague 4, Janvier 2022 auprès de 12 542 personnes.

Mais comment en sont-elles « arrivées là » ? Car toutes ont une existence, plus ou moins longue, avec des moments qui leur ont apporté bonheurs et malheurs, des « épreuves » comme l'écrit Pierre Rosanvallon, qui peuvent renvoyer « à l'expérience d'une souffrance, d'une difficulté de l'existence, de la confrontation à un obstacle qui ébranle au plus profond les personnes »<sup>31</sup>. Il distingue les épreuves de l'individualité et de l'intégrité personnelle, celles du lien social et celles de l'incertitude. Mais comment ont-elles été vécues, quels changements ont-elles entraînés dans la représentation du monde de ceux et celles qui les ont connues ? Qu'ont-elles, au bout du compte, modifié dans ce rapport à la politique et dans les choix effectués les jours de scrutins ?

Pour saisir ces processus, on ne peut s'en tenir aux données examinées jusqu'ici.

On voit en effet d'emblée les limites des études quantitatives posant des questions préparées par des « experts », questions auxquelles il faut répondre en choisissant les items proposés eux aussi par ces experts. Peut-être faut-il réécouter les électeurs lorsqu'ils

<sup>31</sup> Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie. Comprendre autrement les Français*, Paris, le Seuil, p.9.

ont la possibilité d'exprimer leur ressenti, leurs attentes, leurs besoins les plus criants. Ce qui suppose un retour au qualitatif. Que disent-ils, ces hommes et ces femmes qui, au final, feront la décision par leur vote, lorsqu'on prend le temps de les écouter longuement évoquer les bonheurs et malheurs ayant jalonné leur existence, laissant apparaître les émotions qui ont joué un rôle crucial dans leurs choix et délivrant ainsi sinon tous les secrets de fabrication du vote, du moins des éléments qui l'éclairent. Seules des histoires de vies permettraient d'approcher cette composante de la formation des opinions, attitudes et comportements politiques. Quelques indications sur ce qui peut être recueilli par cette méthode. De nouvelles enquêtes s'imposent dans une perspective d'explication différente de ces comportements que l'on a trop pris l'habitude d'analyser en fonction des seuls éléments « objectifs », immédiatement compréhensibles, mais qui appellent aujourd'hui d'autres recherches.

## Annexes

### Libellé des questions interrogeant la proximité partisane :

1978-1988-1995-1997- Panel 2002-Panel 2007 – post 2007- Post 2012	1 question et une seule réponse possible : <i>Voici une liste de partis ou mouvements politiques. Pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?</i>
Panel 2012	1 question et une seule réponse possible : <i>De quel parti ou formation politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?</i>
EnEF 2017- Enef 2022	<p>3 questions :</p> <p>Q1 : <i>D'une manière générale, y a-t-il un parti politique dont vous vous sentez proche ?</i> (Une seule réponse possible)</p> <p style="padding-left: 40px;">a. <i>Oui</i> b. <i>Non</i></p> <p>Si Q1=b</p> <p>Q2 : <i>Y a-t-il néanmoins un parti politique dont vous vous sentez moins éloigné que d'autres ?</i> (Une seule réponse possible)</p> <p style="padding-left: 40px;">a. <i>Oui</i> b. <i>Non</i></p> <p>Si Q1=a ou Q2 = a</p> <p>Q3 : <i>De quel parti s'agit-il ?</i> (Une seule réponse possible)</p>

### Sources et méthodologies des enquêtes

Date	Institut	Intitulé	Échantillon, administration et financement
20-30/03/1978	SOFRES	Enquête post législatives 1978	4 057 répondants. Population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus inscrite sur les listes électorales. Stratification par région et catégorie d'agglomération, puis quotas sexe, âge, profession du chef de ménage. Administrée en Face à Face. Financements : Délégation Générale pour la Recherche Scientifique et Technique (DGRST), FNSP.
9-20/05/1988	SOFRES	Enquête post présidentielle 1988	4 032 répondants. Population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Stratification par région et catégorie d'agglomération, puis quotas sexe, âge, profession du chef de ménage. Administrée en Face à Face. Financement : FNSP, CNRS, ministère de la Recherche et de la technologie (MRET)
8-23/05/1995	SOFRES	Enquête post présidentielle 1995	4 078 répondants. Population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus inscrite sur les listes électorales. Stratification par région et catégorie d'agglomération, puis



			quotas sexe, âge, profession du chef de ménage. Administrée en Face à Face. Financement : CNRS, National Science Foundation (Etats-Unis), FNSP.
26-31/05/1997	SOFRES	Enquête post Législative 1997	4 078 répondants. Population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus inscrite sur les listes électorales. Stratification par région et catégorie d'agglomération, puis quotas sexe, âge, profession du chef de ménage. Administrée en Face à Face. Financement : CIDSP, CEVIPOF, CRAPS, Libération.
V1 : 08-20/04/2002 V2 : 15-31/05/2002 V3 : 20-28/06/2002	SOFRES	Panel Electoral 2002	V1 : 4107 ; V2 : 4017 (dont 1822 ont répondu en V1) ; V3 : 2013 (dont 1417 ont répondu aux 3 vagues). Population française âgée de 18 ans et plus, inscrite sur les listes électorales. Stratification par région et catégorie d'agglomération, puis quotas sexe croisé âge, profession du chef de ménage. Administrée en CATI. Financement : CEVIPOF, CIDSP, CECOP, ministère de l'Intérieur.
V1 : 29/03-21/04/2007 V2 : 25/04-05/05/2007 V3 : 29/05-09/06/2007 V4 : 19-30/06/2007	IFOP	Panel Electoral 2007	V1 : 4 004 ; v2 : 2 208 ; v3 : 2 018 ; v4 : 1 846 répondants. Population française âgée de 18 ans et plus, inscrite sur les listes électorales. Stratification par région administrative et catégorie d'agglomération, puis quotas sexe croisé âge, profession du chef de ménage, niveau de diplôme. Administrée en CATI. Financement : CEVIPOF, ministère de l'Intérieur.
09-23/05/2007	IFOP	Enquête post présidentielle 2007	4006 répondants. Population française âgée de 18 ans et plus, inscrite sur les listes électorales. Stratification par région administrative et catégorie d'agglomération, puis quotas sexe croisé âge, profession du chef de ménage, niveau de diplôme. Administrée en CATI. Financement : CEVIPOF, ministère de l'Intérieur.
V1 : 04-10/11/2011 V2 : 30/11-05/12/2011 V3 : 12-23/01/2011 V4 : 02-07/02/2012 V5 : 16-21/02/2012 V6 : 01-06/03/2012 V7 : 23-27/03/2012 V8 : 05-10/04/2012 V9 : 19-21/04/2012 V10 : 27-30/04/2012 V11 : 06-08/06/2012	IPSOS	Présidoscopie 2012	V1 : 6000 ; V2 : 5415 ; V3 : 4910 ; V4 : 4756 ; V5 : 4728 ; V6 : 4603 ; V7 : 4354 ; V8 : 4261 ; V9 : 4075 ; V10 : 3967 ; V11 : 3270 ; V12 : 2997 répondants. Population française âgée de 18 ans et plus, inscrite sur les listes électorales. Stratification par région et catégorie d'agglomération, puis quotas sexe, âge, profession de la personne de référence au sein du ménage. Administrée en CAWI. Financements : <i>Le Monde</i> , Fondation pour

V12 : 19-25/06/2012			l'innovation politique, Fondation Jean Jaurès, CEVIPOF.
Nombreuses vagues entre septembre 2015 et mars 2020	IPSOS	EnEF 2017	Entre 25 000 et 8 000 répondants. Échantillon interrogé par Internet via l'Access Panel Online d'Ipsos. <b>Personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.</b> Méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne interrogée, catégorie d'agglomération, région. Financements : Ipsos, sopra Steria, CEVIPOF.
8-10/05/2020	IPSOS	Attitudes des citoyens face à la pandémie COVID-19	Entre 16 000 et 12 000 répondants. Échantillon interrogé par Internet via l'Access Panel Online d'Ipsos. <b>Personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.</b> Méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne interrogée, catégorie d'agglomération, région. Financements : ANR, CEVIPOF, AFD, World Bank, France Stratégie, CERDI, Fondation pour l'innovation Politique.
Nombreuses vagues entre avril 2021 et février 2022	IPSOS	EnEF 2022	Entre 16 000 et 12 000 répondants. Échantillon interrogé par Internet via l'Access Panel Online d'Ipsos. <b>Personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.</b> Méthode des quotas : sexe, âge, profession de la personne interrogée, catégorie d'agglomération, région. Financements : <i>Le Monde</i> , Fondation pour l'innovation politique, Fondation Jean Jaurès, CEVIPOF.